

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Objet : Audit sur l'intégration des colonnes montantes hors
concession dans l'inventaire d'Enedis

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - PROCÉDURE	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5 - PRESTATION ATTENDUE	4
ARTICLE 6 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	5
ARTICLE 7 - LIVRABLES ATTENDUS	5
ARTICLE 8 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION.....	6
ARTICLE 9 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 10 - PRIX.....	6
ARTICLE 11 - DÉLAI DE PAIEMENT-ACOMPTE-FACTURATION	6
ARTICLE 12 - PERSONNES MANDATÉES.....	7
ARTICLE 13 - CONFLIT D'INTERÊT.....	8
ARTICLE 14 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	8
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS DE RETARD.....	8
15.1 - PENALITES DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
15.2 - AUTRES PENALITES	8
15.3 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	9
ARTICLE 16 - ASSURANCES	9
ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL	9
ARTICLE 18 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS	9
ARTICLE 19 - RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES	10
ARTICLE 21 - NOTIFICATION/ENVOI DE DOCUMENTS (DECISION, AVENANTS, ECHANGES D'INFORMATION, BONS DE COMMANDE...)	10
ARTICLE 22 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	10

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un audit sur l'intégration des colonnes montantes hors concession dans l'inventaire d'Enedis suite à l'article 176 de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (loi « ELAN »).

❖ Contexte

L'article 176 de la loi ELAN prévoit l'intégration au Réseau Public de Distribution (RPD) de l'ensemble des colonnes électriques montantes en exploitation à l'issue d'un délai de 2 ans à compter du 24 novembre 2018, sauf refus explicite du propriétaire pendant cette période transitoire. Jusqu'à la promulgation de cette loi, les colonnes montantes en exploitation étaient pour partie déjà intégrées dans l'inventaire d'Enedis (appelées par la suite « colonnes montantes en concession ») et pour le reste, considérées comme appartenant aux propriétaires d'immeuble (appelées par la suite « colonnes montantes hors concession »). L'application de cet article implique une remise à titre gratuit des colonnes montantes à Enedis en tant que GRD.

L'intégration par Enedis, dans sa comptabilité, des colonnes montantes hors concession, a nécessité la réalisation d'un inventaire par Enedis ainsi que la détermination d'une méthode comptable pour l'évaluation de la valeur à laquelle les colonnes devaient être intégrées. Lors du processus d'intégration, Enedis a également fait le choix de modifier la durée d'amortissement de ces actifs de 40 ans à 60 ans.

❖ Objectifs

Les objectifs de cet audit sont d'analyser la validité des méthodes utilisées par Enedis, concernant l'inventaire des colonnes montantes à intégrer et leur valorisation comptable.

Plus précisément, les résultats de cet audit devront permettre à la CRE :

- de comprendre et de porter une appréciation sur la méthode et les hypothèses sous-jacentes de l'inventaire mené par Enedis pour déterminer à la fois le nombre de colonnes montantes déjà intégrées dans leur comptabilité et celui restant à intégrer ;
- d'analyser la validité de la méthode de détermination du montant unitaire par Enedis pour intégrer les colonnes montantes qui n'étaient pas présentes dans leur comptabilité en s'assurant notamment de la cohérence du traitement comptable de ces colonnes par rapport aux colonnes montantes déjà en concession ;
- d'analyser et de statuer sur la validité de la nouvelle durée d'amortissement appliquée par Enedis aux colonnes montantes au vu, d'une part, de la cohérence de traitement avec les actifs déjà intégrés à la comptabilité et d'autre part conformément aux meilleures pratiques comptables applicables sur le sujet ;
- de chiffrer l'impact de l'intégration de ces actifs sur d'une part la base d'actifs régulés et d'autre part sur les charges de capital d'Enedis, dans le cadre tarifaire en vigueur ;
- enfin, si le titulaire considérait que les choix qui ont été fait par Enedis pour intégrer les colonnes montantes hors concession ne s'avérait pas efficient, de proposer une adaptation de traitement tarifaire concernant les colonnes montantes.
- Cette étude sera réalisée en 3 phases :
 - Phase 1 : une analyse de la méthode utilisée par Enedis pour le recensement des colonnes montantes en et hors concession et une analyse des résultats de l'inventaire, appuyées par une évaluation plus approfondie des résultats de recensement des colonnes montantes sur deux concessions spécifiques représentatives de l'ensemble des concessions concernées.
 - Phase 2 : une analyse et appréciation comptable détaillées portant sur la détermination du montant unitaire des colonnes montantes hors concession ainsi qu'une évaluation de la doctrine utilisée pour justifier le changement de la durée d'amortissement appliquée à ces actifs. Une appréciation comparative sera également attendue pour le traitement des colonnes montantes en et hors concession en plus d'une étude d'impact sur la rémunération d'Enedis qui découle de cette intégration.
 - Phase 3 : une synthèse des analyses et éléments d'appréciation avec, si le titulaire considérait que les choix qui ont été fait par Enedis pour intégrer les colonnes montantes hors concession ne s'avéraient pas efficient, une recommandation de méthode de traitement tarifaire pouvant être plus pertinente.

ARTICLE 2 - PROCÉDURE

Il s'agit d'une procédure adaptée, conformément à l'article L 2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION

Le présent marché débute à compter de sa date de notification au titulaire attestée par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre mode avec force probante. Sa durée se confond avec le délai d'exécution des prestations.

Le marché n'est pas reconductible.

Le délai d'exécution des prestations est de **huit (8) semaines calendaires** à compter de la date de la réunion de lancement.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- la « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ». La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives.
- le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- La convention entre la CRE et l'opérateur Enedis relative l'engagement de conclure une convention de délégation de paiement et leur annexe 1, la Convention de Délégation de Paiement
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI approuvé par arrêté du 16 septembre 2009, édité par la direction des journaux officiels, brochure n° 1018) et en particulier son article 25 « Option B ». Ce document réputé connu des parties n'est pas joint au dossier de consultation.
- le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre

ARTICLE 5 - PRESTATION ATTENDUE

Le titulaire du marché réalisera un audit des colonnes montantes d'ENEDIS et fournira les éléments suivants :

Phase 1 :

- Une description détaillée de la méthode d'inventaire qui a été mise en œuvre par Enedis ainsi que des hypothèses sous-jacentes. Une appréciation argumentée de la méthode, des hypothèses ainsi que des résultats obtenus est attendue. Cette appréciation devra notamment être appuyée par une analyse plus approfondie des résultats de recensement des colonnes montantes sur deux concessions spécifiques ; les possibles différences de résultats issues de l'étude menée par le titulaire et l'inventaire d'Enedis sur ces mêmes concessions devront être explicitées et analysées. Les concessions ciblées de cette étude seront définies au démarrage de l'audit et couvriront une concession urbaine et une concession rurale.

Phase 2 :

- Une analyse détaillée de la méthode comptable retenue par Enedis pour évaluer la valeur des colonnes montantes à intégrer au bilan d'Enedis et de sa cohérence, d'une part, avec le traitement comptable des colonnes montantes en concession déjà intégrées au bilan d'Enedis et, d'autre part, avec les spécificités comptables qui s'appliquent pour Enedis. Une appréciation argumentée sera également attendue.
- Une analyse détaillée de la doctrine et des modalités appliquées par Enedis pour modifier la durée d'amortissement des colonnes montantes en concession et hors concession. Une appréciation argumentée sera attendue sur la cohérence de traitement d'une part entre ces différents actifs et d'autres part avec les meilleures pratiques comptables.

Phase 3 :

- Une analyse de l'impact financier sur la base d'actifs régulés d'ENEDIS et sur les charges de capital, dans le cadre tarifaire en vigueur, est attendue ainsi qu'une appréciation sur la pertinence et la cohérence des choix comptables retenus par Enedis.
- Réalisation d'un rapport présentant les conclusions des travaux réalisés ainsi que les appréciations du titulaire.

Les services de la CRE fourniront au titulaire du marché les données en leur possession nécessaires pour la conduite de l'audit, et toute explication relative aux tarifs de distribution. ENEDIS mettra à disposition du titulaire du marché toutes les données retenues pertinentes dans le cadre de cet audit.

Les sources d'information primaires sur lesquelles devra se fonder l'audit des colonnes montantes d'ENEDIS sont composées, entre autres, et de manière non limitative, des derniers états financiers validés par le Conseil d'Administration d'Enedis (*a minima* à partir de 2017), des notes et rapports des commissaires aux comptes d'Enedis sur les aspects relatifs aux colonnes montantes.

Outre ces documents, le titulaire du marché aura la possibilité de solliciter de la part de l'opérateur des informations supplémentaires telles que ses documents comptables et ses procédures budgétaires.

Le titulaire du marché pourra également s'entretenir avec les principaux responsables d'ENEDIS en charge de ces sujets.

ARTICLE 6 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les services de la CRE seront en charge du suivi de l'audit.

Une réunion de lancement de la mission réunira l'équipe du titulaire du marché et le comité de pilotage interne à la CRE et les interlocuteurs appropriés d'Enedis.

Des points téléphoniques ou des réunions intermédiaires dans les locaux de la CRE seront organisés toutes les semaines, notamment pour :

- Valider l'approche et les différents points de méthodologie proposés ;
- Rendre compte de l'avancement de la mission ;
- Traiter et résoudre les éventuels obstacles ou problèmes rencontrés par le titulaire.

A l'issue de la phase 3, une réunion de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également présentés à ENEDIS, en présence des services de la CRE. Les éventuels commentaires émis par ENEDIS dans le cadre de cette réunion de restitution, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final. Cette phase contradictoire pourrait durer entre 1 et 2 semaines.

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

Enfin, les résultats de la mission pourront être présentés par le titulaire du marché au Collège de la CRE dans le cadre d'une audition, en présence des services de la CRE.

ARTICLE 7 - LIVRABLES ATTENDUS

Pour chacune des réunions, le titulaire du marché proposera un ordre du jour et réalisera un support de présentation et un compte rendu. Les documents seront envoyés aux participants, par courrier électronique, dans des délais suffisants afin que celles-ci se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

A la fin de la phase 3, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du marché. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- D'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- D'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- D'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel.

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin du marché, une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

L'ensemble des documents sera rédigé en français. Ils seront remis sous la forme d'une version électronique dans un format courant (Word, Excel, PowerPoint, PDF).

ARTICLE 8 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

La date de remise de ces documents finaux par le titulaire (rapports finaux notamment) est considéré comme point de départ des opérations de vérification du pouvoir adjudicateur (la CRE) qui prendra dans le délai de vérification (15 jours) une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG PI. Les prestations sont considérées être reçues si aucune décision de réception explicite n'est intervenue dans ce délai.

La date de remise des documents est celle de la date de la réunion de restitution finale ou à défaut de réunion, la date du courriel d'envoi des documents finaux par le titulaire à la CRE. Cette date marque la fin du délai d'exécution des prestations. Néanmoins, dans l'hypothèse où le rapport ne serait pas satisfaisant (décision d'ajournement de la CRE), le titulaire devra procéder aux modifications nécessaires dans le délai d'exécution initiale, qui continue alors à courir. Par conséquent, si ce délai est déjà arrivé à son terme ou bien s'il arrive à son terme au cours de la réécriture du rapport, des pénalités de retard seront appliquées.

ARTICLE 9 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 10 - PRIX

Les prestations sont à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est ferme et non révisable. Il est réputé établi à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

ARTICLE 11 - DÉLAI DE PAIEMENT-ACOMPTES-FACTURATION

Facturation / acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le titulaire procédera à une facturation des prestations, après la date de réception de l'audit. Des acomptes pourront être versés mensuellement conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;

- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

En application de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, cette étude, commanditée par la CRE, est réalisée aux frais de la société :

- ENEDIS

Compte tenu de la particularité de la prise en charge du paiement, une attention particulière à la facturation est demandée au titulaire.

Le titulaire du marché devra facturer la société Enedis à hauteur de l'intégralité du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

ENEDIS
Tour Enedis
34, place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Les factures devront cependant être envoyées à la CRE **uniquement sous forme dématérialisée** à l'adresse suivante :

mp@cre.fr

À cette fin, Enedis et la CRE ont accepté par avance de s'engager dans la convention de délégation de paiement mentionnée à l'article 4 du présent CCP. L'annexe à cette convention de délégation de paiement, faisant état du montant exact du marché, sera signée par les trois parties à la suite de l'attribution du marché et avant sa notification à l'attributaire.

La soumission au présent marché vaut engagement du candidat, sous la condition de devenir titulaire du marché, à signer la convention de délégation de paiement figurant en annexe.

Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours fin de mois à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 12 - PERSONNES MANDATÉES

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, présentées dans son offre sont seules autorisées

à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

Tout changement dans l'équipe, définie dans son offre, en charge de la réalisation de cette mission doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG PI, le titulaire doit proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 24h00 à compter de la date d'information, faite par le titulaire à la CRE, des modifications dans l'équipe en charge. Le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée peut également être réalisé à la demande de la CRE. Le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

A défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

Le titulaire désigne un responsable de projet, interlocuteur unique de la CRE chargé de coordonner et de suivre l'ensemble des prestations (dont les coordonnées sont précisées à l'acte d'engagement), mais également un collaborateur capable d'assurer la continuité des prestations en cas d'absence du responsable de projet.

Cet interlocuteur unique pourra être remplacé à la demande de la CRE. Dans cette hypothèse, les coordonnées du nouvel interlocuteur unique, disposant de compétences au moins équivalentes, devront être communiquées à la CRE dans un délai de 24 heures. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités seront appliquées.

A défaut de proposition d'un remplaçant de l'interlocuteur unique disposant de compétences au moins équivalentes, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité.

ARTICLE 13 - CONFLIT D'INTERÊT

Le titulaire garantit à la CRE que les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ne sont pas dans une situation de conflit d'intérêt.

Le titulaire fournira à la CRE dans son dossier de candidature la liste détaillée des prestations qu'il a effectuées pour le compte des GR ou des fournisseurs de gaz et d'électricité depuis 3 ans.

ARTICLE 14 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

15.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 100 euros par jours** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP.

15.2 - Autres pénalités

Pénalité pour absence au réunion : 100 euros par absence.

Pénalité en cas de non-remplaçant de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe dans le délai indiqué à l'article 14 du présent CCP : 50 euros par jours de retard

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Confidentialité : Le titulaire qui, avant la notification du marché, ou au cours de son exécution, ou même après avoir exécuté toutes les prestations, a reçu communication, à titre confidentiel, d'informations, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au prestataire comme aux sous-traitants éventuels.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution de cette prestation.

Protection des données : Sans objet

ARTICLE 18 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS

L'option B définie à l'article B.25 du CCAG-PI est applicable.

Toutes les études et tous les documents produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE.

Il en est de même pour tous les documents que les divers intervenants auront remis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet du présent marché sans l'accord écrit de la CRE.

En outre, l'article B25 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats de la présente étude. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

En complément des dispositions ci-dessus exposées, il est précisé que la cession des droits patrimoniaux de l'auteur respectera les points suivants :

- étendue de la cession : tout type de reproduction et de support, existant et à venir ;
- destination : toute procédure concernant l'opération, l'information du public quel qu'il soit (services internes de la CRE, les tiers, ...) ;
- lieu : France et étranger ;
- durée : durée légale des droits d'auteur ;
- droit d'adaptation : en phase d'exécution du présent marché et ultérieurement à la discrétion de la CRE.

Il est rappelé que cette option concerne la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa

contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG – PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non respects de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 32 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Le marché pourra également être résilié à défaut de proposition d'un remplaçant d'une personne de l'équipe ou de l'interlocuteur dédié dédiée disposant de compétences au moins équivalentes.

Par ailleurs et par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 21 - NOTIFICATION/ENVOI DE DOCUMENTS (DECISION, AVENANTS, ECHANGES D'INFORMATION, BONS DE COMMANDE...)

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) pouvant intervenir pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision de réception, décision d'ajournement, avenant, sous-traitance...).

ARTICLE 22 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCP déroge au CCAG PI notamment sur les points suivants :

- L'article 4 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 8 déroge aux articles 26 et 27 relatifs aux décisions après vérification ;

- L'article 12 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 15 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 18 complète l'article B25 relatif à l'utilisation des résultats de l'étude ;
- L'article 19 déroge à l'article 32 relatif à la résiliation du marché
- L'article 20 déroge à l'article 37 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-Pl.